

Solidaires



**Recherche publique, après le 27 novembre,
continuons à résister à chaque attaque,
avec la volonté d'unir toutes les luttes !**

Les actions de résistance de ce jeudi 27 à Paris, et les initiatives appelées dans plusieurs régions... ont permis de lier 3 facettes de la casse de la recherche publique.

Démantèlement des EPST

Le CA du CNRS était convoqué au siège de l'organisme pour valider son découpage en 9 instituts thématiques, prélude à son éclatement en unités de recherche externalisées dans les universités, le CNRS ne devant plus être à horizon 2013 qu'un holding d'instituts / agences de moyens finançant sur projets des unités de recherche situées ailleurs. Et ce, alors même que les principales instances de l'institut (Conseil Scientifique, CTP) venaient de dénoncer la méthode autoritaire employée...

A partir de 8H, à l'appel de l'intersyndicale ESR (Enseignement Supérieur Recherche), de SLR et SLU des délégations de personnels de tout le secteur occupent la salle prévue, et le CA n'a pu se tenir qu'à la sauvette, appelé par SMS (!), sous la protection d'un important dispositif policier, dans un bâtiment hébergeant une filiale « Etude de marchés » du CNRS. Tout un symbole ! Et le mode de convocation mérite un recours au tribunal.



Budgets 2009 de misère

Les CA d'établissements sont également appelés à valider cette fin d'année un budget qui cumule des finances en baisse, une fois décomptés l'inflation et les jeux d'écriture sur les pensions, et des suppressions d'emplois (450 pour les EPST). Ce point était au menu du CA du CNRS de ce jeudi et également de celui du Cemagref.

Le CA du Cemagref était convoqué pour voter un budget 2009 catastrophique et entériner un "contrat d'objectifs" avec l'Etat promettant la poursuite des restrictions les 3 prochaines années !

A 13H30, le blocage réussi du CA, consolide le refus exprimé par le personnel de ce contrat d'objectifs de régression (pétition majoritaire obtenue en 48h !).

ANR, usine à précaires

Depuis 3 ans, cette Agence Nationale de la Recherche devient le centre incontournable du financement des recherches sur projets : elle accentue la marchandisation de la recherche et ses contrats génèrent de nouvelles embauches sur CDD, corvéables puis jetables...

En fin de matinée, 2000 motivé-es participent à un déménagement symbolique du ministère (ESR) vers l'ANR. Puis un groupe de précaires réussit à s'introduire dans leurs locaux. La police tente un moment d'empêcher la jonction avec les manifestant-es par un bouclage du quartier.

De 13H à 23H, l'ANR est donc occupée. L'action se terminant par un nouveau déménagement, musclé mais sans violence, par les CRS cette fois !

Cette journée nationale, avec aussi une participation fournie à Toulouse, Grenoble..., a permis de développer la solidarité entre personnels confrontés à la politique désastreuse du gouvernement. La prise de conscience que toutes les "réformes" en cours sont les pièces d'un même puzzle s'accroît.

Continuons à répondre ensemble à chaque coup porté à la recherche publique :

Dès le jeudi 4 décembre, un nouveau CA de démantèlement se tient à l'INSERM. Soyons-y présents !

Rendez-vous est donné à 13H, au siège, 101 Rue de Tolbiac (métro Météor)

Ce même jour, des AG sont programmées dans les Universités, d'autres actions symboliques sont envisagées...

Les instances de l'INRA seront également bientôt saisis d'un décret créant un « consortium » agronomique. Il sape les fondements de cet EPST, et est élaboré, comme ailleurs, au pas de charge et sans concertation.

En perspective : une journée avec l'Education Nationale, le 10 Décembre ; un appel national à la convergence des mobilisations de défense des services publics :

Pour stopper la dérive libérale, sauver tous les services publics, obtenir des avancées sur le pouvoir d'achat, les retraites et les conditions de travail, et faire en sorte que les salarié-es ne paient pas « cash » les conséquences de la spéculation financière : **Il est urgent d'unir toutes les mobilisations de celles et ceux qui ont commencé à agir au lieu de subir, vers un mouvement d'ensemble public / privé.**

**Il est une période où la convergence de toutes les luttes s'impose : c'est maintenant !
Ras le bol de la déréglementation généralisée et du mépris des personnels.**